

FRONT DE GAUCHE GENNEVILLOIS

CHANGEMENT
GOUVERNEMENTAL :
L'URGENCE DE MESURES
SOCIALES

Roger Dugué

Le changement de Premier ministre et de gouvernement décidé par le président de la République est-il une réponse aux préoccupations des Français-es, des Genevillois-es ?

À l'évidence : non. Ce remaniement ministériel n'est que l'expression de préoccupations politiques d'un président de la République en panne de projets et dont la politique est largement rejetée par une majorité de la population. La volonté de Gabriel Attal de poursuivre la même politique ne peut que renforcer les inquiétudes.

En ce début d'année, alors que les prix des denrées de première nécessité, que les tarifs de l'électricité ne cessent de flamber et qu'aucune des promesses d'Emmanuel Macron n'a été tenue, on ne peut que déplorer la poursuite de cette politique menée depuis des mois ou à coup de 49-3.

La Macronie impose des mesures et des réformes dont les Français ne veulent pas parce qu'elles vont à l'encontre de leurs intérêts. Il y a là un réel défi démocratique à relever pour fédérer les citoyens autour de valeurs progressistes et de gauche.

Que peuvent donc attendre les Genevillois du nouveau Premier ministre ? Rien, tant le profil du nouveau Premier ministre ressemble à celui d'Emmanuel Macron, un président sans boussole idéologique, si ce n'est celle de l'argent et du business. Plutôt que de s'attarder en ces temps difficiles sur l'âge du Premier ministre, il serait plus important de lutter contre la hausse du coût de la vie en augmentant les salaires et les pensions de retraite. Les urgences sociales sont là. Il faut agir au plus vite.

Dans l'intérêt des Genevillois, notre Municipalité continuera inlassablement son combat pour exiger et obtenir de ce gouvernement comme du précédent, les moyens de vivre dignement dans une ville populaire et respectée.

GROUPE SOCIALISTE,
RÉPUBLICAIN, CITOYENMAINTENIR
LES PRESTATIONS
QUAND L'ÉTAT DIMINUE
LES BUDGETS !

Moins d'argent pour les communes, c'est moins d'argent pour les habitants !

10 millions d'euros en moins pour la commune, c'est la conséquence des réformes de l'État qui ont fait perdre la dynamique de la fiscalité économique et la baisse des dotations de l'État cumulées depuis 10 ans.

Nous devons agir pour :

- Préserver nos services publics qui accompagnent au quotidien les Genevillois-es (crèches, écoles, sport, culture, solidarité, vacances...)
- Poursuivre les investissements qui améliorent la qualité de vie des habitant-es et soutiennent une politique environnementale ambitieuse
- Pouvoir mettre en œuvre le programme municipal
- Obliger l'État à prendre en charge les hausses nécessaires des salaires décidées par l'État par des dotations supplémentaires dans le budget communal
- Retrouver une autonomie fiscale et des ressources pour les communes

Une réforme de la fiscalité locale s'impose pour redonner des moyens d'actions aux communes. Il faut mettre fin aux cadeaux fiscaux aux entreprises et grands groupes commerciaux et financer les communes comme c'était le cas avant. La suppression de l'allègement des cotisations patronales rapporterait 88 milliards.

Vous trouverez une pétition pour soutenir cette démarche sur le site de la Ville.

GENEVILLIERS-ÉCOLOGIE/
EUROPE ÉCOLOGIE-LES VERTSEN GUISE
DE VŒUX TARDIFS

Aymeric Labadie

Disparition du ministère de la Transition énergétique : l'énergie repasse sous le contrôle du ministère de l'Économie, au profit d'une avancée vers le nucléaire, déconnectée de la question de l'environnement ; retour à des « solutions » éducatives aussi novatrices que les uniformes ou les groupes de niveaux ; coups de projecteurs sur des établissements scolaires dont les règlements intérieurs arriérés seraient simplement ridicules, s'ils n'allaient pas directement contre l'intérêt d'enfants qui, après tout, n'ont pas demandé à être coupés du monde et des libertés acquises ces dernières décennies ; aucun ministère régalien confié à des femmes, pour qui l'on semble préférer des postes de « ministres déléguées » ; défense obstinée des personnalités prédatrices, silence timide pour les victimes. Tels sont les vœux d'un gouvernement 2024 ; heureusement que l'on martèle qu'il s'agit du plus jeune de tous les temps, car en voyant cette liste, on ne l'aurait pas facilement deviné.

Nous sommes désormais en février, et comme contrairement à d'autres nous n'abandonnons ni l'écologie, ni l'égalité, ni l'éducation. Nos vœux vont se poursuivre toute l'année et au-delà, à chaque revendication et à chaque projet, pour viser au moins un monde plus respirable socialement et écologiquement. Puisque là-haut on semble allergique au futur, autant y travailler ensemble nous-mêmes !

UNION DES GENNEVILLOIS.E.S

POUR
LE LOGEMENT,
LA LUTTE CONTINUE !

Sonia Blanc

En septembre 2023, l'Oxfam a rendu un rapport mettant en exergue l'augmentation des inégalités dans l'accès au logement. Sont notamment dénoncés le désengagement progressif de l'État et la financiarisation du secteur ayant conduit à la concentration du patrimoine immobilier français détenu à 50% par 3,5% des ménages les plus favorisés.

La politique menée par les gouvernements successifs a également eu pour conséquence la précarisation des ménages modestes et une perte de 11 milliards d'euros de niches fiscales ayant bénéficié aux plus favorisés. Cette somme aurait pu financer 70 000 logements sociaux !

Car nous croyons et défendons fermement le droit de chacun à accéder à un logement décent et digne, notre municipalité a une politique de construction et de maîtrise du foncier assumée : dans les nouveaux projets de construction, assurer 50% de logements en accession et 50% de logements sociaux. L'objectif est de permettre la diversification de l'offre d'habitat accessible pour tous les Genevillois-e-s tout en maintenant 66% de logements sociaux.

En cette période d'inflation, d'inégalités croissantes et d'augmentation du nombre de mal logés et de personnes se retrouvant sans solution d'hébergement, il est temps que les autorités compétentes prennent des décisions justes et répondant à l'intérêt général plutôt qu'à celui des investisseurs et financiers.

Contre le désengagement de l'État et de la région Ile-de-France entravant la construction de logements sociaux, nous devons nous mobiliser et faire entendre la voix des plus de 800 000 demandeurs de logements franciliens. C'est d'autant plus nécessaire qu'avec la tenue des jeux Olympiques d'été 2024, la perspective de rentabilité d'une location touristique à court terme va encore accroître la pénurie de logements et la hausse des prix.

Le groupe d'union des Genevillois-e-s défend le droit de chacun-e, quelle que soit sa situation, d'accéder à un habitat digne, de qualité, que ce soit par l'attribution d'un logement social ou par l'accession à la propriété.

ENSEMBLE POUR GENNEVILLIERS

LES GENNEVILLOIS

LA JEUNESSE, PILIER DE NOTRE AVENIR : CULTIVONS SON POTENTIEL



Lætitia Ghirardi

À la suite des différentes élections qui ont eu lieu ces dernières années, le constat est sans appel : notre jeunesse ne se mobilise pas, ou peu. Une grande partie de celle-ci ne se retrouve plus dans les offres politiques de nos quartiers dits « populaires ». Pourtant cette jeunesse incarne l'étoile montante qui guidera notre avenir : porteuse d'idées novatrices, d'énergies dynamiques et de rêves ambitieux, elle est le moteur qui propulsera notre société vers de nouveaux horizons.

D'ailleurs, la jeunesse n'est pas conservatrice : elle est associée à l'innovation et à la créativité. Les jeunes esprits, plus libres et moins formatés, ont la capacité de remettre en question et de repousser les limites, d'imaginer des solutions inédites et d'adopter des perspectives originales. Encourager l'exploration intellectuelle et l'expression créative au sein de la jeunesse permet ainsi de stimuler l'innovation, élément essentiel pour surmonter les défis contemporains.

Pour cela il faut continuer à investir dans l'éducation, comme il se doit : une éducation de qualité, exigeante et accessible à tous, qui permet aux jeunes d'acquérir les outils nécessaires pour développer leurs compétences, nourrir leur curiosité, construire une vision du monde éclairée. Il est impératif que notre société favorise des systèmes éducatifs inclusifs, flexibles et adaptés aux besoins individuels, afin de permettre à chaque jeune de réaliser son potentiel unique.

Par ailleurs, cette jeunesse est également appelée à jouer un rôle actif dans la construction d'une société plus harmonieuse, plus juste. Encourager la participation citoyenne et l'engagement social dès que cela est possible permet de forger des individus responsables et conscients de leur impact sur la collectivité. Les jeunes doivent être incités à prendre part aux débats publics, à défendre leurs opinions, leurs convictions et ainsi contribuer à la résolution des problèmes sociaux.

De plus, l'accès à des opportunités professionnelles et la promotion de l'entrepreneuriat sont des piliers essentiels pour assurer un avenir prospère à notre jeunesse. C'est pourquoi la Municipalité et les entreprises genevilloises doivent collaborer étroitement afin de créer des environnements propices à l'innovation, soutenir les start-ups et favoriser la création d'emplois qui correspondent aux compétences et aux aspirations de nos jeunes.

Notre jeunesse détient la clé de notre avenir : en visant son émancipation individuelle et collective, nous posons les fondations d'une société plus dynamique, inclusive et résiliente. Cultivons donc les potentiels des jeunes Genevillois : c'est là que se dessine le visage prometteur de demain. À tous ces jeunes nous disons : osez, entreprenez, innovez ; prenez des risques et n'ayez pas peur de l'échec car il n'est pas de grande réussite qui ne se forge sans difficulté et sans persévérance.

Le Groupe « Les Genevillois » sera toujours près de vous dans cette dynamique.

LES RÉPUBLICAINS

QU'EN EST-IL DU BIEN-ÊTRE DES FRANÇAIS ?



Philippe Hallais

La désinvolture des dirigeants vis-à-vis du bien-être de nos compatriotes est manifeste. Notamment, la mobilité des citoyens sera gravement impactée par les ZFE (Zones à faibles émissions) qui devraient être applicables en 2025 pour l'ensemble du territoire. De même, la question du logement prend une dimension dramatique du fait de l'application des DPE (Diagnostic de performance énergétique) qui imposent des normes entraînant des coûts insupportables pour les particuliers, ainsi qu'une détérioration du marché de l'immobilier.

Ces deux points fondamentaux (mobilité et logement) ne sont pas le souci majeur du gouvernement quant aux conséquences pour les classes moyennes, sans mentionner les gens dans la précarité. Pour autant, d'autres points sont cruciaux à court terme et devraient être traités :

- Les jeux Olympiques de juillet et août 2024 utiliseront la Seine pour le parcours des athlètes impliquant un arrêt total de la circulation fluviale. Or, cette période correspond à celle des moissons et des millions de tonnes de céréales doivent transiter par la Seine. Certains fonctionnaires ont fait montre de leur sagacité en préférant leurs solutions : soit on fait la moisson plus tôt (ce qui est impossible, les céréales n'étant pas mûres), soit on décale les moissons, ce qui est stupide (quand le blé est mûr, il faut le couper), soit on stocke sur les champs (auquel cas, les céréales pourriront). Nous attendons les réactions des membres de notre gouvernement face à ce gâchis. L'enjeu est de l'ordre du demi-milliard d'euros.

- Le Président a annoncé la possibilité de leasing de voiture électrique pour 100 € mensuel pour les moins aisés. Cette annonce est une aberration sociale : les utilisateurs modestes n'auront pas les moyens d'utiliser ce type d'équipement correctement (par exemple la recharge). C'est également un non-sens écologique : plus de voitures électriques entraîne une plus forte consommation d'électricité produite par les centrales au charbon allemandes. En conséquence, il n'y aura pas de réduction de gaz à effet de serre. Par ailleurs, le gouvernement chinois vient d'interdire les exportations de technologies d'extraction et de séparation des terres rares, éléments indispensables pour les éoliennes et les voitures électriques. Face à ce séisme dans le commerce mondial, nous attendons la définition de la stratégie énergétique de la France.

L'absence d'empathie du gouvernement à l'égard de notre peuple ne doit pas perdurer.

CONTRIBUTION
NON PARVENUE

LES
CONTRIBUTIONS
PUBLIÉES
DANS CES PAGES
N'ENGAGENT
PAS LA RÉDACTION
DE GENNEVILLIERS
MAGAZINE